

Avis de soutenance

École doctorale : ScSo - Sciences Sociales

Unité de recherche : LARHRA - Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes

Monsieur Bastien TOURENC

Histoire, Histoire de l'Art

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

De la mainmorte à la main invisible. Suppressions ecclésiastiques et transferts fonciers dans la République de Venise (1766-1797)

dirigés par Madame Monica MARTINAT et Monsieur Jean-François CHAUVARD

Soutenance prévue le **lundi 7 septembre 2026** à 14h00

Lieu : Campus Berges du Rhône, 4 bis rue de l'Université, 69007 Lyon

Salle : Léonie Villard - des colloques (Palais Hirsch)

Composition du jury :

Mme Monica MARTINAT	Université Lumière Lyon 2	Directrice de thèse
M. Jean-François CHAUVARD	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	Co-directeur de thèse
Mme Dorit RAINES	Università Ca'Foscari Venezia	Rapporteuse
Mme Michela BARBOT	ENS Paris Saclay	Examinatrice
Mme Solène RIVOAL	Université d'Albi	Examinatrice
M. Bernard HOURS	Université Jean Moulin Lyon 3	Examineur

Mots-clés : Histoire moderne, République de Venise, XVIIIe siècle, Histoire économique, Histoire quantitative, Modélisation

Résumé :

Cette recherche porte sur la dimension vénitienne d'un processus commun à l'ensemble des États européens catholiques : la réforme du champ ecclésial et, plus particulièrement, la suppression de la moitié des établissements réguliers et la vente de leurs propriétés à la fin des années 1760. À partir des fonds des deux magistratures instituées pour résoudre, la Deputazione ad pias causas et l'Aggiunto sopra monasteri, la question des richesses ecclésiastiques (noyau du corpus) et ceux d'autres acteurs institutionnels périphériques, l'objectif est de reconstruire le dispositif institutionnel. L'étude des conditions de possibilité de cette réforme conduit à expliquer qu'elle correspond à une reconfiguration du dispositif juridictionnaliste élaboré depuis le XIIIe siècle pour encadrer la croissance des patrimoines ecclésiastiques. Jusqu'au XVIIIe siècle, ces institutions sont des actrices majeures de l'économie moderne, mais les réformateurs, à l'échelle européenne, souhaitent les évincer de la sphère temporelle (propriétés foncières, gestion des institutions scolaires et hospitalières) pour restreindre leurs activités aux questions spirituelles, participant ainsi à un processus de déseccclésiatisation des pratiques et des relations sociales. Entre 1766 et 1770, les magistrats et les agents de la Deputazione élaborent progressivement un plan pour (re)mettre en circulation des richesses matérielles, immobilières et mobilières, d'une Église nationale qui devrait être restreinte, dans leur esprit, à un simple réseau d'églises paroissiales. Ils développent plusieurs expédients pour restituer aux particuliers l'ensemble des biens immobiliers acquis depuis 1605 (collaboration avec les Dieci savi alle decime in Rialto) et une partie importante des biens mobiliers (crédits hypothécaires et titres de dette publique, avec les Revisori e regolatori alle entrate pubbliche ; tableaux rattachés au domaine national par les Ispettori alle pubbliche pitture) des établissements ecclésiastiques et pieux. Entre 1770 et 1797, la suppression de la moitié des établissements réguliers et la vente de leurs biens immobiliers par l'Aggiunto sopra monasteri ne sont seulement qu'un des moyens mis en œuvre. L'étude de ces procédures permet de montrer comme des biens de mainmorte, considérés comme sacrés par certains contemporains, sont restitués aux particuliers grâce à leur mise sur le marché. Ces ventes profitent à une infime minorité de patriciens, de nobles et de notables qui ont parfois participé à l'élaboration de ce dispositif, créé au nom du bien commun, et l'emploient pour capturer davantage de rentes, et ainsi accroître leurs richesses.